



SDEC ENERGIE

DECISION DE LA PRESIDENTE N° 2026-DEC-46

Objet : Convention de gestion des recours contre les tiers

LA PRESIDENTE DU SDEC ÉNERGIE,

VU, les articles L 2122-22 et L 2122-23 et L 5211-2 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU, le Code de la Commande Publique, notamment son article R2122-8,

VU, la délibération du Comité Syndical du SDEC ÉNERGIE en date du 18 mai 2026, portant délégation d'attribution à la Présidente,

CONSIDERANT que le SDEC ENERGIE souhaite conclure une convention de gestion de recours contre les tiers, portant sur des prestations de conseil, d'assistance et de gestion des recours permettant au Syndicat d'assurer le suivi et le recouvrement des sommes susceptibles d'être dues par des tiers à la suite de dommages causés aux biens relevant de son patrimoine,

CONSIDERANT que les prestations objet de la convention répondent à un besoin spécifique du SDEC ENERGIE et présentent un caractère homogène, ne permettant pas d'identifier des prestations distinctes susceptibles de faire l'objet d'un allotissement,

CONSIDERANT que le montant des prestations est estimé à 14 209 € par an, soit un montant total de 56 836 € HT sur la durée maximale de 4 ans, renouvellement compris,

CONSIDERANT qu'en raison du montant estimé du marché, inférieur au seuil prévu à l'article R2122-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, sous réserve du respect des principes fondamentaux de la commande publique,

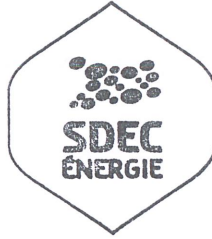
CONSIDERANT que, dans ce cadre, le SDEC ENERGIE a sollicité l'offre de la société PROTECTAS, dont l'activité et les prestations proposées correspondent aux besoins spécifiques du Syndicat en matière de gestion des recours contre les tiers,

CONSIDERANT que l'offre remise par la société PROTECTAS répond aux besoins définis par le SDEC ENERGIE et présente des conditions financières compatibles avec le budget consacré à ces prestations.

DECIDE

- Article 1 : d'attribuer le marché à la société PROTECTAS pour un montant de 14 209 € HT par an, soit un montant maximal de 56 836 € HT sur 4 ans,
- Article 2 : de signer le marché ainsi que les documents nécessaires à son exécution y compris les éventuels avenants,
- Article 3 : d'inscrire la présente décision au registre des délibérations,
- Article 4 : d'en rendre compte au Comité et au Bureau Syndical.

Fait à Caen, le 06 OCT. 2026



La Présidente du SDEC ÉNERGIE,

Catherine GOURNEY-LECONTE

Décision certifiée exécutoire :

- Pour avoir été publiée ou notifiée le : 06 OCT. 2026
- Et transmise en Préfecture de Caen le : 06 OCT. 2026

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Caen peut être saisi par voie de recours formé contre une décision pendant un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture, date de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être formé à l'encontre de cette décision, cette démarche suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la décision du SDEC ÉNERGIE, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse du SDEC ÉNERGIE pendant ce délai.

CONVENTION DE GESTION DES RECOURS CONTRE LES TIERS

ENTRE : Le Syndicat Départemental d'Énergies du Calvados
Esplanade Brillaud de Laujardière
CS 75046
14077 CAEN CEDEX 5

Représenté par Madame la Présidente,
Et appelé le Syndicat,

D'UNE PART,

ET : La Société PROTECTAS
1 rue du Château
35390 GRAND FOUGERAY

SAS au capital de 168 416 Euros
N° SIRET: 732 820 352 00076 - CODE APE 6622 Z

Représentée par Monsieur Pierre-Alexandre ROYER,
Président

D'AUTRE PART,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Par la présente convention, le Syndicat ci-avant désigné, donne mandat à la Société PROTECTAS afin de procéder aux recouvrements amiables des créances contre les assureurs des tiers responsables des dommages causés aux points lumineux dont le Syndicat est propriétaire ou dont il a la charge.

L'objet de la mission confiée à la Société PROTECTAS consiste en :

- L'étude du dossier et la validation de sa prise en charge,
- La mise en cause de l'assureur du tiers,
- La gestion du recours dans le respect des fondements juridiques,
- La présentation des créances,
- Les sollicitations régulières au débiteur pour recouvrement,
- L'information régulière au Syndicat sur l'évolution des dossiers pris en charge.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DU SYNDICAT

Pour chaque événement, le Syndicat adresse à la Société PROTECTAS tous les éléments nécessaires à la présentation du recours, qu'il s'agisse de la détermination de la responsabilité du tiers (constat amiable, procès-verbal, etc...) ou encore des sommes à récupérer, devis, factures, mémoire de travaux.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE PROTECTAS

- Procédure amiable :

Les recours amiables sont réalisés dans le respect des articles R. 124-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution. La Société PROTECTAS procédera, pour le compte du Syndicat, au recouvrement amiable des créances qui lui auront été présentées.

- Procédure judiciaire :

En cas d'échec de la procédure amiable de recours et sur présentation par la Société PROTECTAS des éléments démontrant l'impossibilité d'aboutir, le dossier est remis au Syndicat.

La Société PROTECTAS conseille le Syndicat sur la suite à donner à ce dossier : poursuite des démarches amiables, engagement d'un contentieux, classement sans suite du dossier.

Si le dossier fait l'objet d'une action contentieuse devant le tribunal administratif, il appartient au Syndicat d'engager le recours.

- Il est précisé que la Société PROTECTAS n'engagera pas de recours directement contre les tiers responsables mais contre leurs assureurs.

En conséquence, l'action de la Société PROTECTAS cessera automatiquement si l'auteur de l'acte n'est pas assuré ou lorsque l'assureur est en droit de refuser sa prise en charge, notamment en application de l'article L 133-1 du Code des Assurances (acte intentionnel du responsable).

- A la signature du mandat, le Syndicat reconnaît la Société PROTECTAS comme admise à poursuivre directement l'assureur du tiers responsable. La Société PROTECTAS est donc fondée dans ses droits et actions contre les tiers et percevra directement le paiement des créances présentées.
- Conformément aux articles R. 124-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution, un compte bancaire est spécialement affecté aux activités de recours de la Société PROTECTAS. Le reversement des sommes dues au Syndicat se fera dans un délai de 30 jours à compter du paiement effectif par le débiteur.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La Société PROTECTAS procèdera à la gestion de tous les recours amiables sur les dossiers adressés par le Syndicat dans le cadre de la présente convention en contrepartie d'une rémunération annuelle forfaitaire égale à **14209 €** Hors taxes (TVA -20 % - en sus).

Ce montant forfaitaire sera payé (sur présentation de la facture) selon l'échéancier annuel suivant :

- 31 mars
- 30 juin
- 30 septembre
- 31 décembre

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE

La Société PROTECTAS s'engage à préserver la confidentialité de toutes les données qui seront portées à sa connaissance du fait du traitement des dossiers de recours.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

La Société PROTECTAS est assurée pour les conséquences pécuniaires de sa responsabilité encourue du fait de l'activité de recouvrement des créances.

ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION

Le présent mandat est conclu à effet du 01/01/2027 pour une durée d'1 an, renouvelable trois fois pour la même durée, soit jusqu'au 31/12/2030.

Mode de reconduction : reconduction tacite.

En cas de manquements graves aux obligations des parties, le mandat peut être dénoncé en cours d'année par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par l'une ou l'autre des parties. La résiliation prend effet un mois après la réception du courrier par l'autre partie.

Fait à

, le :

Pour la Société PROTECTAS
Hélène GASTINEAU

Pour le Syndicat



